TOUS UNIS POUR LE VIVANT !

LE MANIFESTE

Des femmes et des hommes
qui défendent l'intérêt des terriens et du monde vivant
sont la garantie d'un futur souhaitable
et d'une planète en paix.

L'écologie et la dignité animale, la protection de notre cadre de vie et de la biodiversité sont des combats qui dépassent les clivages, et sont à même de rassembler toutes les sensibilités dans le double-objectif qui nous concerne tous : notre avenir et notre planète.

Toutes et tous sont bienvenus dans l'union que nous formons autour de cet objectif, union que l'on peut résumer en un maître mot : ***tous unis pour le Vivant !***

Tous unis pour le Vivant ! rassemble des partis qui œuvrent dans cette même direction : le MHAN (Mouvement Hommes Animaux Nature), le Trèfle, le MEI (Mouvement Écologiste Indépendant), LMPA (Le Mouvement Pour les Animaux), France Écologie et l'Écologie Autrement.

Face aux unions à gauche et à droite, un rassemblement sur des valeurs claires.

En arrivant au pouvoir il y a cinq ans, et en le conservant cette année, le mouvement En Marche d'Emmanuel Macron a déstabilisé durablement les partis traditionnels. Les candidatures à l'élection présidentielle se sont multipliées, n'étant freinées que par la limite des 500 parrainages.

Face à tant de divisions, le mot « union » est revenu dans toutes les bouches… mais « union » à gauche et « union » à droite. Et ces chantres de l'union ne voit aucun problème lorsque la gauche républicaine s'associe à la gauche non laïque, ou lorsque la droite libérale s'allie à la droite identitaire. L'écologie et l'animal sont les grands perdants de ces paravents politiciens de la honte idéologique.

Bien au contraire, c'est la clarté des idées qui anime les membres de la coalition *Tous unis pour le Vivant !*. Le présent manifeste en incarne les idées, celles que nous défendrons tous sur le terrain au quotidien. Afin de mieux nous connaître, nous vous invitons dès à présent à en prendre connaissance !

HUMAINS, ANIMAUX, NATURE : MÊME PLANÈTE, MÊME COMBAT !

Six mouvements politiques engagés pour notre avenir.

Les ECOLOGISTES – MOUVEMENT ECOLOGISTE INDEPENDANT
le Trèfle
MHAN – Mouvement Hommes Animaux Nature
Le Mouvement pour les Animaux
L'ÉCOLOGIE AUTREMENT pour le CLIMAT et le VIVANT
France Ecologie

Autres partenaires :

Mouvement Citoyen pour la Protection Animale
RASSEMBLEMENT ECO CITOYEN
U.N.E.

1. Une croissance sélective pour garantir notre avenir économique.

Notre survie, et celle de notre économie, dépendent irrémédiablement de l'état de la planète. La croissance totale, tant de l'économie que de la population, n'est pas possible sur un monde fini avec une quantité finie de matières premières. De même, la décroissance totale menacerait bien trop d'emplois et d'entreprises pour être défendue telle quelle.

Nous devons choisir. Choisir des secteurs porteurs d'avenir, à l'impact écologique réduit, auxquels nous associerons une croissance optimale et un progrès maîtrisé. Choisir également d'abandonner les méthodes et les secteurs polluants si aucune adaptation éco-responsable n'est possible. C'est cette croissance sélective, créatrice d'emplois dans les domaines pérennes, que nous défendons pour la France.

2. Révolutionner le monde du travail en faisant participer le salarié à l'entreprise.

Dans une société concurrentielle comme la nôtre, les entreprises qui résisteront seront les mieux gérées. C'est-à-dire celles qui, non seulement, suscitent le meilleur investissement, mais aussi et surtout, celles où l'on se sentira le mieux au travail. **En d'autres termes, il s'agira de concilier efficacité économique et justice sociale en améliorant la vie des salariés**.

Or, pour cela, il n'y a qu'un seul moyen : ce sera d'instaurer la **participation des salariés au capital des entreprises**.

Il s'agira de :

- Rémunérer le capital des entreprises, par un intérêt raisonnable, d'ailleurs fixé par la loi : de même que les travailleurs perçoivent un salaire en raison de leur apport de travail, il est équitable que les épargnants soient eux aussi rémunérés en raison de leur apport financier.

- Conserver le bénéfice restant, une fois les actionnaires rémunérés, sous la forme d'une **épargne d'entreprise** ou d'**autofinancement** ; cette épargne, réinvestie pour financer le développement, créer de nouveaux emplois et lutter contre le chômage, s'ajoute bien entendu au capital antérieur et procure ainsi des actions complémentaires.

- **Partager ces actions complémentaires** : pour moitié, entre les actionnaires du début d'exercice, proportionnellement à leur part de capital, et pour l'autre moitié entre les travailleurs, proportionnellement aux salaires perçus.

3. Un modèle social qui permette réellement de vivre.

Plutôt que les aides insuffisates, nous soutenons le travail au service du bien commun, pour une rémunération juste et suffisante pour vivre.

Voilà pourquoi nous proposons le **remplacement du RSA (renationalisé d'urgence) par un Revenu de Participation Active**. Il permettra aux mairies et aux collectivités locales d'embaucher les demandeurs d'emploi afin de rénover un espace ou un service public, d'organiser des événements et d'œuvrer pour l'ensemble des citoyens. Ces contrats seraient financés par l'État. **Non seulement ce RPA sera plus élevé que le RSA mais il permettra aux salariés de vivre** en même temps qu'ils participeront à la reconstruction de la France, de ses services publics et de ses œuvres associatives.

Par ailleurs, nous devons **lutter fermement contre l'emploi indigne**. Les offres d'emploi fausses, mensongères, payantes ou réservées à une catégorie discriminante de personnes sont inacceptables et doivent être sanctionnées.

4. Maîtriser notre consommation et notre démographie.

Il existe deux clés pour réduire notre impact écologique : **réduire notre consommation, et maîtriser notre population**. Ces deux clés sont essentielles pour retrouver à la fois un monde agréable et respirable, et un meilleur niveau de vie.

La consommation ne peut être diminuée que par un ensemble de mesures, parmi lesquelles la réduction du recours aux emballages, le bannissement des contenants à usage unique (à l'exception du secteur médical), la suppression de lignes de vol internes, la relocalisation massive de notre économie...

La maîtrise de notre démographie à l'échelon mondial, elle, représente un travail global sur le long terme. Nous promouvons une politique impliquant l'émancipation de la femme, la scolarisation des enfants, la mise en place par les États d'une assurance vieillesse et la diffusion des moyens de contraception. En France, nous rendrons fortement dégressive l'allocation familiale à partir du troisième enfant (sauf pour les bénéficiaires actuels).

5. Relocaliser notre économie pour réduire la pollution et soutenir nos emplois.

La mondialisation est un fait, que nous devons constater. **Cependant, nous sommes persuadés qu'il faut mettre un terme au mondialisme**. C'est bien lui qui consiste à étaler la production des objets les plus anodins (comme le crayon de Milton Friedman) sur la Terre entière. C'est bien lui qui supprime nos emplois en France, et qui se nourrit de la misère du reste du monde, tout en accroissant les trajets et, de ce fait, la pollution. À cause de ce mondialisme, nous avons perdu un temps précieux pendant la crise sanitaire, ne serait-ce que pour la simple fabrication de masques.

Relocaliser notre économie et nos emplois constitue une urgence. Cette grande politique implique l'instauration d'un **protectionnisme vert et éthique** (respectueux des animaux et de la condition humaine) aux échelles française et européenne. Les collectivités locales seront également tenues de réaliser 30 % de leurs achats auprès de PME et PMI locales, et **nous exonérerons de TVA les produits intégralement conçus et transformés à 100 kilomètres à la ronde de leur point de vente**. Les modes de production vertueux (agriculture paysanne, bio, permaculture, respect de la norme ISO 14001) seront également encouragés sur le plan fiscal.

6. Préserver nos paysages, notre bien le plus précieux.

En termes d'aménagement du territoire, nos objectifs sont clairs : stopper l'artificialisation des sols. Les documents d'urbanisme constituent, à nos yeux, des références essentielles pour protéger les terres agricoles, notamment maraîchères, face aux constructions. La nature de ces dernières est également à reconsidérer, en privilégiant les matériaux légers (pierre, argile, bois) par rapport au béton et à l'aluminium. Les centres commerciaux périphériques doivent également être abandonnés, et les parkings péri-urbains encouragés.

Par ailleurs, le milieu naturel (terrestre et marin) est une source inestimable de vie et de bien-être. Nous le protégerons au maximum de l'implantation de champs d'éoliennes ou de panneaux solaires, et nous expérimenterons leur surveillance par drones afin de lutter contre les incivilités (décharges sauvages, dégradations, accidents de chasse, dégazage illicites en milieu marin...). Enfin, nous criminaliserons l'incendie volontaire, véritable crime contre la vie.

7. Des institutions et une législation au service des animaux.

Aujourd'hui, les animaux sont les grands perdants de notre République. Ils n'ont ni statut, ni protection légale adéquate, ni reconnaissance à travers un Ministère dédié.

Sur le plan légal, nous instaurerons un statut juridique de personnes physiques non-humaines aux animaux.

Nous préconisons la création d'un **Office Français de la Condition Animale sur le même modèle que celui de la Biodiversité**, doté d'une police spécialisée et polyvalente.

Les maltraitances animales seront aussitôt sanctionnées par une amende forfaitaire immédiate. Dans les cas de sévices graves, les coupables auront l'interdiction de posséder un autre animal à vie.

8. Protéger les animaux de la cruauté quotidienne.

Nous sommes fiers de nos traditions... à condition que l'animal n'en soit pas victime !

Sur la chasse, nous devons êtres lucides. Sa mission première de nourrir les habitants est aujourd'hui minoritaire et une quantité de pratiques barbares (chasse à courre, glu, piégeage, vénerie sous terre, chasse en enclos) sont encore légales. Nous interdirons immédiatement toutes ces méthodes cruelles. Nous interdiront les élevages destinés à fournir des cibles vivantes aux chasseurs. Nous instaurerons un permis de chasse périodique (comme le permis de port d'arme) et à points.

L'élevage est un secteur à moraliser d'urgence. Nous rendrons obligatoire l'étourdissement préalable à tout abattage, sans exception religieuse, et instaurerons la vidéosurveillance dans les abattoirs, en particulier aux postes d'abattage. Nous mettrons un terme à l'élevage intensif et à l'enfermement à vie des animaux. Nous réduirons drastiquement les importations et les exportations d'animaux vivants. Enfin, la durée de leur transport sera limitée à 6 heures entre la ferme et l'abattoir, et nous encouragerons les abattoirs mobiles.

La stérilisation des chats errants sera financée par les mairies et par l'État (crédit d'impôt), la régulation des portées chez les éleveurs les obligera à ne pas dépasser 4 portées dans la vie d'une chatte ou d'une chienne. La création d'un registre d'animaux perdus ou trouvés et un registre des personnes maltraitantes sera publié de façon accessible à tous.

Enfin, nous interdirons les spectacles cruels : corridas, combats d'animaux, cirques animaliers et **nous remplacerons l'expérimentation animale par des méthodes plus fiables et moins coûteuses**, comme la toxicogénomique.

9. Un compromis énergétique pour sortir des énergies fossiles.

Face à la menace climatique, nous nous devons de suivre une priorité inaliénable : **s'affranchir des sources d'énergie carbonées**. Outre la diminution de notre consommation, il reste nécessaire de garantir aux habitants une électricité continue, en toute période de l'année.

Celle-ci peut reposer sur deux sources principales : **le renouvelable**, que nous devons développer à l'échelle ultra-locale et dans le strict respect des paysages, **et le nucléaire**, que nous devons maintenir sans construire de nouvelles centrales. Les sites existants doivent être rénovés en privilégiant des combustibles moins polluants et des centrales de plus petite capacité.

S'agissant de nos moyens de transport, les mobilités douces et les transports en commun doivent être fortement encouragés. Lorsque la voiture individuelle s'avère inévitable, il convient d'encourager les véhicules peu consommateurs indépendamment de leur âge, de leur donner une deuxième vie grâce au recours à l'éthanol et de poursuivre les recherches afin d'améliorer les capacités du véhicule électrique ou à hydrogène. Nous poursuivrons les recherches sur le stockage efficace de l'électricité ; les batteries actuelles ne sont pas une solution satisfaisante.

10. Retrouver la sécurité comme garantie de notre vie commune.

La sécurité et la première des conditions pour œuvrer ensemble. **Il est impossible de vivre, s'épanouir et s'émanciper dans un espace que l'on a peur de traverser, et dans un foyer où l'on a peur de rester, ou dont on a peur de sortir.**

Afin d'y parvenir, nous devons rendre à la police ses moyens d'agir. Nous placerons davantage de gardiens de la paix sur le terrain en confiant les tâches administratives à d'autres fonctionnaires (qui s'ajouteront à ceux affectés aux dépôts de plaintes). À toute posture victimaire et lynchage sur les réseaux sociaux, nous opposons le **droit des forces de l'ordre à se défendre** dans le respect des lois existantes. Le renseignement constitue également une piste essentielle pour désarmer les quartiers où la reconquête républicaine s'impose.

Les systèmes judiciaires et carcéraux nécessitent d'être repensés. **La politique du « plus bas chiffre », qui amène les commissariats à ralentir ou refuser les dépôts de plainte, doit être abolie de toute urgence** car chaque agression sans réponse pénale représente un danger pour les autres. **Nous rétablirons les peines planchers** pour toute condamnation impliquant la mise en danger de la vie d'autrui, et **généraliserons le port du bracelet électronique** pour toutes les autres, afin de recentrer la prison sur son rôle de protection des citoyens contre les individus dangereux. Les terroristes et grands criminels seront séparés des autres détenus.

11. Garder les pieds sur terre sur les enjeux migratoires.

Alors que les partis s'invectivent sur la quantité de migrants, leur pays d'origine ou leurs critères physiques, **nous tenons à rester sur terre et éviter les excès d'angélisme**. Toute personne en danger de mort à proximité de nos côtes est en droit d'être soignée et accueillie, ne serait-ce que pour une période provisoire. **La France est également la terre d'accueil des persécutés politiques et de ceux qui fuient la guerre**, le terrorisme islamiste ou les représailles d'États étrangers.

Pour autant, nous ne devons pas nous tromper sur le sens même de l'accueil : il nous est hors de question de laisser faire, ou d'encourager un accueil massif, dont il résultera une pauvreté massive. Notre priorité, c'est de garantir un toit et une situation acceptable pour ceux que nous accueillons. **Cette politique de raison implique une vision plus large, à l'échelle européenne**, répartissant les migrants selon les capacités d'accueil des États, afin de décharger les pays où l'immigration est la plus lourde : Italie, Grèce, Espagne, Allemagne et France (plus particulièrement les départements méditerranéens et de la Manche).

12. Retrouver la démocratie et croire à nouveau au chemin des urnes.

Depuis des décennies, l'abstention galopante nous alerte sur la mort cérébrale de notre système démocratique. La première faille est électorale ; nous y répondons par la **séparation des scrutins présidentiel et législatifs, en allongeant le mandat du président de la République**. Une dose de proportionnelle sera introduite aux élections législatives, et nous en finirons avec les réécritures de la Constitution en catimini grâce à un référendum systématique imposé. Enfin, les élections primaires (EELV, LR, Primaire Populaire) ont montré l'efficacité du vote électronique que nous généraliserons afin de réduire l'abstention.

Enfin, **notre démocratie doit être protégée des lobbies** ; nous envisageons une commission d'enquête parlementaire pluraliste, qui fichera toute organisation s'étant déjà rendue dans les hémicycles et ministères. Lorsque la preuve sera apportée que l'une d'elles défend principalement des intérêts commerciaux privés, cette organisation pourra être interdite d'accès aux institutions et de remise de courrier postal ou électronique. D'autres pourront être placées sous surveillance si elles abusent d'envois de courriers et documents aux élus.